

ALTERNATIVE

« CESSER DE PRODUIRE POUR LES ACTIONNAIRES EST UNE URGENCE »

« Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». C'est sur cette thèse fallacieuse et délétère que se fonde la politique en France depuis 40 ans. Explications de **Nasser Mansouri-Guilani**.

Avec la loi Pacte, le gouvernement prétend augmenter le pouvoir d'achat en développant l'épargne salariale...

La politique du gouvernement consiste à ne pas augmenter les salaires et à distribuer les quelques reliquats des revenus du capital. Cette politique a pour fondement l'idée libérale selon laquelle cela va bien pour l'économie si cela va bien pour les riches et pour le capital. C'est le fameux théorème de Schmidt, du nom de l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt qui affirmait que les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Cette politique est mise en œuvre en France depuis près de quatre décennies. En pratique, elle s'est traduite par une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Entre 1983 et 1989, elle a chuté de 73 % à 64 %. Cela représente 200 milliards d'euros par an. La part de la valeur ajoutée est restée relativement stable ensuite jusqu'en 2008, avant de remonter légèrement à la faveur de la crise. En effet, malgré les attaques dont il fait l'objet, notre système de protection sociale a joué son rôle d'amortisseur face à la crise.

En revanche, la hausse de la part de la valeur ajoutée du capital n'a pas entraîné celle des investissements. Côté emploi, la précarité se développe et le chômage demeure massif. Il est d'ailleurs erroné de prétendre que l'investissement est

créateur d'emploi. Les investissements dits de productivité le réduisent au contraire. Le théorème de Schmidt ne s'est pas vérifié. Et pourtant, le gouvernement poursuit et amplifie cette politique.

Qu'a fait le capital de sa part supplémentaire de valeur ajoutée ?

Les revenus du capital, les dividendes sont largement injectés dans les marchés financiers pour réaliser des profits supplémentaires, ce qui accentue la financiarisation de l'économie aux dépens de l'emploi et de la capacité de production. Ces placements n'ont aucune utilité sociale et renforcent les inégalités. C'est d'autant plus grave que nous sommes dans une période de grande mutation technologique qui nécessite des efforts colossaux en matière de recherche et d'amélioration des capacités humaines en investissant dans l'éducation et la formation, notamment. Faire face aux enjeux nécessite de changer l'organisation du travail et la finalité de l'activité économique. Il n'est plus possible de produire avec pour objectif de répondre aux exigences de profit des actionnaires.

Quelle politique salariale mettre en œuvre ?

Une intervention politique pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires est nécessaire. Cela passe, entre autres, par la hausse du Smic comme un

signal fort et par des droits des salariés pour intervenir sur les choix des entreprises. Il faut aussi en finir avec les inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Le fait que les femmes gagnent en moyenne un quart de moins que les hommes est purement scandaleux.

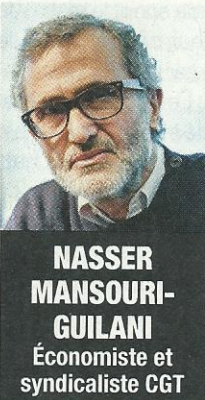
Selon le gouvernement, augmenter les salaires n'est pas possible car cela nuirait à la compétitivité...

La France souffre surtout de la compétitivité hors coûts liée à l'insuffisance de recherche et de qualifications. Elle est en peloton de tête pour la productivité du travail, mais pas pour le salaire. Cela dit, il est vrai qu'il existe de vrais écarts de salaires entre notre pays et des pays d'Europe du Sud ou les pays dits émergents. Cette réalité signifie que, dans une économie mondialisée, il faut développer la solidarité entre travailleurs.

Comment y parvenir ?

En créant des institutions et en renforçant les droits des salariés. Cela implique, par exemple, de développer des droits nouveaux pour les comités d'entreprise ou pour les comités de groupe des multinationales. Améliorer la situation des travailleurs nécessite aussi une réorientation de la politique européenne qui doit se tourner vers la coopération et non vers la mise en concurrence. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P.-H. L.



NASSER MANSOURI-GUILANI
Économiste et syndicaliste CGT